

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE
Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) à Marchezais
Code AIOT : 0010000374**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5) du 13 avril 2010, modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 autorisant la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir à exploiter un complexe céréalier au lieu-dit « Les Terres Noires » sur le territoire de la commune de Marchezais ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de silos de stockages de céréales par la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir, sur le territoire de la commune de Marchezais ;

VU les premiers constats effectués sur le site par l'inspection des installations classées suite au déclenchement de la détection incendie survenu le 23 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 24 décembre 2024 diligentée suite au déclenchement de la détection incendie survenu le 23 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- absence de transmission de l'alarme de détection de décomposition des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès aux installations,
- un dysfonctionnement des dispositifs de désenfumage des installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium,
- sans préjudice de réglementations spécifiques, l'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions afin que les personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium ;

CONSIDÉRANT que les premiers constats effectués sur place par l'inspection des installations classées suite au déclenchement de la détection incendie survenu le 23 décembre 2024 au sein de l'établissement situé à Marchezais exploité par la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir montrent que la situation constatée est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, le préfet peut prescrire en urgence les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de la situation constatée suite au déclenchement de la détection incendie survenu le 23 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que ce caractère d'urgence ne permet pas une présentation en commission départementale consultative ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir.

ARRÊTE

Article 1 – Respect des prescriptions

La société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir, dont le siège social est situé 3 Avenue Victor Hugo à Chartres (28000), exploitant une installation de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides, et de produits phytopharmaceutiques sise au lieu-dit « Les Terres Noires » sur la commune de Marchezais, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de Marchezais.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : Mesures conservatoires

L'exploitant procède aux mesures suivantes dans un délai de 3H à compter de la notification du présent arrêté :

- assurer un gardiennage des installations de l'établissement dont le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, et prendre toute disposition afin qu'une surveillance du stockage de matières soit réalisée, visant à

détecter un point chaud ou une intrusion le cas échéant et de déclencher l'alerte et l'intervention en cas de point chaud ou une intrusion ;

- maintenir l'interdiction d'accès au bâtiment de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium ;
- maintien des moyens de lutte contre l'incendie mis à la disposition des services d'intervention ;
- prendre toute disposition visant à éviter une intrusion, et d'engager toute mesure pour la gestion d'une éventuelle intrusion.

ARTICLE 3 : Transmissions des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

A – Recours contentieux

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1° - Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

B – Recours administratif

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à Madame le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES CEDEX,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – tour Pascal A et B tour Séquoia – 92055 La défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus au A 1° et 2° ci-dessus.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : NOTIFICATION-PUBLICITE

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Centre Val de Loire.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Marchezais et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 24 décembre 2024

**Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,**